

Conférence de presse annuelle Swissmem du 1^{er} mars 2023**« L'accès aux marchés mondiaux est primordial »**

Exposé de Martin Hirzel, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

Au cours des deux dernières années, j'ai eu le privilège, en tant que président de Swissmem, de visiter des dizaines d'entreprises et de m'entretenir avec les patrons sur les défis actuels de notre branche. Il s'agit notamment de l'accès aux marchés mondiaux, de la pénurie de la main-d'œuvre spécialisée et de l'approvisionnement en énergie. Je vais exposer dans les minutes qui suivent ce que l'industrie tech attend de la politique dans ce contexte.

Pour l'instant, notre branche se présente en bonne forme. Malgré les crises à répétition, elle a fortement augmenté la création de valeur et la productivité dans ce début de siècle. Elle occupe aujourd'hui plus de personnes en Suisse qu'il y a 20 ans. On ne saurait parler de désindustrialisation. La branche est agile, innovante et capable de s'adapter. Elle développe en permanence de nouvelles technologies et développe des solutions dans des domaines clés, comme la mobilité ou la production et l'utilisation de l'énergie. Aujourd'hui, notre branche ne se limite plus à l'industrie MEM traditionnelle. Elle est en outre active dans des domaines technologiques d'avenir à l'image des capteurs, de la photonique, de la robotique, de la fabrication additive et de la technologie des semi-conducteurs. C'est pourquoi je la qualifie d'**industrie tech**. Cela reflète de manière plus précise l'engagement de nos entreprises affiliées. De plus, un sondage représentatif a montré que trois personnes sur quatre en Suisse n'arrivent pas à classer correctement le terme d'industrie MEM. En revanche, 56% des personnes interrogées associent l'expression « industrie tech » à notre branche.

Assurer et développer l'accès aux marchés mondiaux

Je suis convaincu que l'industrie tech est une branche avec un avenir prometteur. Elle a les moyens de contribuer considérablement à la prospérité de la Suisse à l'avenir. Pour cela, il **est essentiel** que les entreprises puissent exporter. Notre marché intérieur n'est pas assez grand pour occuper 325 000 personnes dans notre pays. Malheureusement, le contexte international évolue à cet égard dans la mauvaise direction. La mondialisation est de plus en plus sous pression. Le protectionnisme et les offensives de subventions qui mènent à une distorsion de la concurrence sont actuellement populaires auprès des puissances mondiales. Prenons par exemple l'« Inflation Reduction Act » (IRA) aux États-Unis, le « Green Deal » dans l'UE ou la stratégie « Dual Circulation » de la Chine. Les entreprises endurent également les sanctions imposées mutuellement par les États-Unis et la Chine.

Certes, l'« IRA » et le « Green Deal » peuvent avoir des effets positifs indirects sur notre industrie. Mais globalement, ils isolent de plus en plus les différents marchés. Les entreprises suisses risquent d'être contraintes de mettre en place des infrastructures séparées en Europe, en Chine et aux États-Unis pour la recherche et le développement, la production et la fourniture des marchés locaux. Notre branche est composée à 98% de PME. Leur taille est insuffisante pour gérer une organisation aussi complexe. Le nouveau protectionnisme représente une menace très sérieuse pour l'industrie tech suisse. Cela se traduit par l'importance prépondérante des trois marchés que sont l'UE, la Chine et les États-Unis. Ensemble, ils représentent 78% de nos exportations de marchandises.

La Suisse n'a pas les moyens d'influencer la politique économique des puissances mondiales. La question se pose donc de savoir où nous avons de la marge de manœuvre. L'approche la plus importante se situe dans notre **relation avec l'Europe**. Dans un monde de plus en plus tripolaire, il serait insensé de ne pas établir des relations solides avec l'UE. Elle est de loin le partenaire commercial le plus important. L'industrie a besoin d'un accès pratiquement sans obstacles au marché intérieur européen. La situation est la même en ce qui concerne la coopération en matière de recherche. L'industrie tech se distingue par l'innovation et non par les coûts. L'épicentre de la technologie de fabrication, par exemple, ne se trouve pas aux États-Unis ou en Chine. Il se trouve en Allemagne et en Suisse. Nous dépendons de la transmission des connaissances des universités européennes. Pour assurer notre compétitivité, nous avons besoin d'une affiliation à Horizon Europe. Je demande donc au Conseil fédéral d'adopter le mandat de négociation avant la fin du premier trimestre 2023 et de conclure les négociations consécutives avec l'UE dans un délai de douze mois. Une solution serait ainsi sur la table avant même la fin du mandat de la Commission européenne actuelle et le renouvellement du Parlement européen. Nous n'avons pas d'autre choix.

De plus, nous devons développer le réseau **d'accords de libre-échange** afin de faciliter l'accès à d'importants marchés hors de l'Europe. Je suis conscient qu'un accord de libre-échange avec les États-Unis sous la présidence de Biden restera un vœu pieux. Cependant, nous avons un traité entièrement négocié avec le Mercosur. Ce dernier devrait enfin être ratifié. Il est également possible de conclure un accord avec l'Inde et la Thaïlande. Bien que nous ayons déjà un accord de libre-échange avec la Chine, la plupart de nos machines haut de gamme sont exclues de la suppression des droits de douane. Dans ce contexte, il est important d'entamer les discussions sur l'extension de l'accord. Je demande aux acteurs politiques d'agir enfin en ce qui concerne tous ces dossiers.

La pénurie de la main-d'œuvre qualifiée menace la place industrielle

Pour l'industrie tech suisse, les défis ne se limitent pas au contexte international. Au niveau national, le problème le plus important est la **pénurie de la main-d'œuvre qualifiée**. Dans pratiquement tous les entretiens avec les entrepreneurs, ce sujet représente un problème majeur. Je considère que la pénurie de la main-d'œuvre qualifiée constitue le plus grand risque pour la place industrielle suisse. Depuis des années déjà, nous n'arrivons pas à repourvoir jusqu'à 10% des places d'apprentissage. Les entreprises ne reçoivent tout simplement pas de candidatures. Nous devons faire face à une concurrence rude avec d'autres branches. En même temps, nous constatons un désintérêt croissant pour les apprentissages professionnels. À ce niveau, l'engagement de Swissmem est également demandé.

Nous devons montrer aux jeunes et à leurs parents que notre branche offre des emplois qui ont du sens et qui promettent un avenir prospère. Pour cela, le positionnement de la branche en tant qu'industrie tech joue un rôle important. Swissmem s'engage fortement en faveur de la réforme des métiers industriels. Les formations ne doivent pas seulement préparer les apprenants à leur activité professionnelle opérationnelle. Les profils professionnels sont également mieux adaptés aux habitudes et aux attentes des apprentis d'aujourd'hui. Les entreprises investissent également beaucoup dans l'automatisation. Non pas dans le but d'éliminer des emplois, mais de remplacer la main-d'œuvre spécialisée inexistante. En outre, elles proposent de plus en plus des conditions de travail plus flexibles pour attirer des collaboratrices avec des enfants en bas âge.

Mais compte tenu de l'évolution démographique, tous ces efforts ne sont pas suffisants. À mon avis, le secteur public a également une responsabilité à cet égard. Ce dernier a créé énormément de nouveaux emplois au cours des dernières années et se montre plus généreux lors des négociations salariales, ce que de nombreuses entreprises du secteur privé ne peuvent se permettre. Je ne parle pas ici des soins et de l'éducation, mais de l'administration. Il n'est pas question de la gonfler encore davantage, car en fin de compte, ce sont les entreprises qui alimentent l'État. Pas l'inverse.

L'approvisionnement énergétique reste un défi à long terme

Pour finir, j'aimerais parler des défis liés à l'**approvisionnement énergétique**. La disponibilité de suffisamment d'énergie à des prix compétitifs reste un problème non résolu à long terme. Globalement, l'industrie tech n'est pas un secteur à forte consommation d'énergie. Les dépenses en énergie ne représentent généralement qu'un à deux pour cent du total des coûts. Cela ne veut pas dire qu'elle ne dépend pas d'un approvisionnement énergétique fiable.

À long terme, l'industrie doit se préparer à une hausse des prix de l'électricité. Les concepts commerciaux qui se basent encore sur des prix de l'énergie inférieurs à 10 centimes par kilowattheure ne sont plus d'actualité. La plupart des entreprises industrielles peuvent gérer une telle situation. En revanche, les prix élevés restent un problème pour les entreprises à forte consommation d'énergie comme les aciéries et les usines d'aluminium, les fonderies ou les ateliers de trempe. La situation est d'autant plus difficile pour ces acteurs que leurs concurrents profitent de prix de l'électricité bien plus bas dans d'autres pays. Cela signifie que les entreprises suisses sont fortement désavantagées et que leur existence est menacée. En l'état actuel des choses, je ne demande pas de subventions pour l'achat d'électricité. Toutefois, il faut discuter de mesures alternatives pour ces entreprises. Je pense notamment à des taxes d'utilisation du réseau plus basses qui peuvent être compensées par une plus grande efficacité dans l'utilisation du réseau. En outre, j'en appelle aux cantons. Ils sont les propriétaires de la plupart des fournisseurs d'énergie. Compte tenu des dividendes élevés qui devraient leur être versés cette année, ils pourraient soutenir les entreprises industrielles en difficulté. Nous parlons d'un nombre d'entreprises gérable. Cela peut et doit être réglé à l'échelle locale.

La sécurité de l'approvisionnement en électricité a également une dimension européenne. Le fait que la Suisse n'ait pas d'accord sur l'électricité avec l'UE pourrait bientôt nous retomber dessus. En effet, au plus tard en 2026, les États de l'UE devront mettre à disposition au moins 70% des capacités du réseau électrique pour le commerce entre les pays de l'UE. Bien possible alors que, dans certaines situations, nos pays voisins devront limiter unilatéralement les capacités frontalières afin de respecter cette règle. Concrètement, cela signifie dans les cas extrêmes qu'en hiver, nos principaux fournisseurs d'électricité devront réduire passagèrement jusqu'à zéro les capacités d'exportation réservées à l'avance pour la Suisse afin de respecter la règle des 70%. Cela pourrait avoir des répercussions négatives sur la stabilité du réseau ainsi que sur la sécurité d'approvisionnement en Suisse pendant l'hiver. Si nous avons un accord sur l'électricité avec l'UE, nous n'aurions pas ces risques.

Mesdames, Messieurs, je récapitule : l'industrie tech suisse se présente actuellement en bonne forme. Mais elle doit aussi pouvoir exporter à l'avenir si elle entend toujours occuper 325 000 personnes en Suisse et contribuer à la prospérité de notre pays. L'accès aux marchés mondiaux est primordial. C'est pourquoi il faut enfin ratifier l'accord de libre-échange avec le Mercosur et conclure les négociations avec l'Inde. Mais la tâche la plus importante consiste à établir les relations bilatérales avec l'UE sur une nouvelle base contractuelle. Dans un monde de plus en plus tripolaire, ceci est un principe de raison. Nous assurons ainsi notre participation au marché intérieur européen. De plus, cela nous permet de continuer à recruter dans l'UE les spécialistes qui nous manquent sans trop de bureaucratie. Et nous pourrions ainsi conclure l'accord sur l'électricité dont nous avons besoin de toute urgence. Il est grand temps d'aller de l'avant dans le dossier européen !

Je vous remercie de votre attention.

Pour de plus amples renseignements :

Swissmem Communication
Pfungstweidstrasse 102, CH-8037 Zurich

Tél. 044 384 41 11 / fax 044 384 42 42
E-mail : presse@swissmem